

Les témoignages recueillis par la JEP ([Jurisdicción Especial para la Paz](#)) révèlent l'alliance entre les militaires et les paramilitaires pour mener à bien le génocide de l'Union Patriotique.

*Une fausse démobilisation de la guérilla en 1996 a permis au paramilitarisme de se renforcer. L'opération a été parrainée par le gouvernement national et des commandants supérieurs de l'armée. La JEP est sur la piste d'Iván Ramírez, ancien commandant de la première division de l'armée.*

\*\*\*

Il y a près de 40 ans, l'État colombien a tenté d'en finir avec la violence en permettant l'émergence d'une force politique de gauche. [L'Union Patriotique](#) a été fondée en mai 1985 et un an plus tard, elle connaissait un important succès électoral. Elle comptait 14 congressistes, 18 députés et 335 conseillers. Elle obtint un large soutien dans des régions telles que le nord-est d'Antioquia, le Bajo Cauca, le Magdalena Medio, l'Urabá, le Chocó, l'Arauca et même Medellín. Mais en même temps que l'UP devenait une alternative aux partis politiques traditionnels, elle était déclarée cible militaire d'un autre phénomène qui se multipliait dans tout le pays : le paramilitarisme. Le résultat de cette confrontation a été l'extermination des dirigeants de l'UP, de ses membres et même de ses sympathisants. Aujourd'hui, après des décennies d'impunité, une vérité émerge grâce à la Juridiction Spéciale pour la Paix : la responsabilité des hauts responsables militaires et politiques dans ce crime.

Le magistrat Gustavo Salazar, responsable de la Chambre de Reconnaissance des Responsabilités de la JEP, dirige l'enquête sur le massacre de l'UP, connu en Colombie comme l'Affaire 06 ([el macro-caso 06](#)). Cette enquête sur ce chapitre tragique de l'histoire colombienne a débuté il y a presque trois ans. Le magistrat a recueilli près de 200 témoignages de victimes, de paramilitaires, de civils et d'anciens membres des forces de sécurité. La première conclusion de ce travail est qu'au moins **5 733 membres de l'Union Patriotique ont été tués ou ont disparu de force**. La deuxième conclusion est que dans ce plan d'extermination, il y a une part de responsabilité de l'État, qui, avec les forces de sécurité et le service de renseignement ([DAS](#)), en alliance avec [le paramilitarisme](#), a été responsable de la planification et de la réalisation du génocide de tout un parti.

Cette thèse est clairement démontrée dans ce qui s'est passé dans le [département de Córdoba](#) et le [golfe d'Urabá](#) entre 1995 et 1997. Une région et une période où les assassinats de dirigeants de l'UP se sont multipliés, où les forces des [Autodéfense Unies de Colombie](#) (AUC) se sont implantées dans tout le pays et où, par coïncidence, le commandement militaire était assuré par des généraux faisant l'objet d'une enquête pour paramilitarisme. C'est dans ce contexte que la JEP a reçu des informations sensibles impliquant les généraux à la retraite [Iván Ramírez Quintero](#), qui a été commandant de la première division de l'armée et pendant de nombreuses années l'homme fort du renseignement militaire ; [Rito Alejo del Río](#), qui commanda la 17e brigade ; [Leonardo Barrero Rodríguez](#), commandant du Bataillon Junín à l'époque, qui est devenu commandant général des forces militaires et a été mentionné dans une enquête du bureau du Procureur Général comme étant un allié du [Clan du Golfe](#) ; le major René Sanabria, qui était commandant des renseignements de la 11e brigade.

Les témoignages de plusieurs paramilitaires donnent des détails inédits sur la manière dont ces hommes en uniforme ont été la clé de l'expansion des AUC, avec lesquels ils ont établi des alliances opérationnelles afin que les paramilitaires puissent mener à bien leur

*campagne antisubversive* et procéder à l'extermination de l'UP sur ordre des [frères Castaño](#). Dans ce contexte, le juge Salazar a identifié un faux processus de démobilisation des guérilleros de l'EPL<sup>1</sup> et des FARC qui sont passés de la guérilla aux paramilitaires avec le soutien des forces de sécurité et des ressources de l'État. Cette démobilisation de 242 hommes a été un facteur déterminant dans la rapidité de l'expansion des AUC, car il s'agissait de guérilleros fort bien entraînés qui ont « rénové » la stratégie paramilitaire et apporté des contributions d'une immense valeur dans le domaine du « renseignement » et la connaissance de la région ; ils ont perpétré certains des pires massacres de la seconde moitié des années 1990.

## Changement de brassard, une opération militaire

Les témoignages recueillis par la JEP montrent que la démobilisation effectuée au premier semestre 1996, au cours de laquelle les guérilleros de l'EPL et des FARC ont « déposé les armes », était en réalité « un faux positif » de l'armée, avec le soutien du gouvernement d'[Ernesto Samper](#) et de l'administration du Département d'Antioquia d'Álvaro Uribe. La démobilisation visait à régler les comptes des combattants avec la justice afin qu'ils puissent commencer une nouvelle vie, désormais en tant que membres des paramilitaires. [Dairo Antonio Úsuga, alias Otoniel](#) ; Elkin Casarrubia, alias Le Curé ; Francisco José Morelo Peñata, alias Sarley ; Juan Carlos Alean Arias, alias James ou Jhon Jairo Julio de Hoyos, alias Ricardo, faisaient partie de cette fausse démobilisation.

Elkin Casarrubia, qui faisait partie du commandement du Front Bernardo Franco de l'EPL ([Ejército Popular de Liberación](#)), raconte qu'à cette époque, en 1996, ils vivaient une confrontation féroce avec les FARC et les paramilitaires des AUC et qu'un de ses compagnons, Juan de Dios Úsuga, alias Giovanni, frère d'Otoniel, avait décidé de rejoindre les AUC, qui leur avaient fait savoir qu'ils seraient les bienvenus dans leurs rangs. « Sarley, Ricardo et moi-même, nous avons répondu à l'émissaire des AUC : « mon frère, nous quitterons la guérilla, mais nous ne nous rendons pas aux AUC parce que nous avons peur qu'ils nous tuent ». Nous nous sommes rendus à l'armée (...) et quelques jours plus tard ils ont établi une communication avec Gonzalo, nous avons parlé ; quand nous avons pris contact avec un commandant de l'armée, le colonel René Sanabria et le colonel Guillermo Barrero étaient là. Aujourd'hui, ils sont mentionnés dans des enquêtes ; ces colonels appartenaient au bataillon Junín », raconte « El Cura ».

Pour coordonner la démobilisation, un délégué du bureau du gouverneur d'Antioquia est venu et leur a dit de venir avec les armes qu'ils avaient en leur possession, car ils allaient les leur acheter. La rencontre a donc été organisée et l'armée s'est chargée du transfert. « Nous sommes arrivés avec nos fusils, l'armée était là et nous avons été accueillis par les colonels Sanabria et Barrero qui étaient de Junín (il fait référence au 33e bataillon d'infanterie). De là, les hélicoptères nous ont pris, nous nous sommes réunis le jour même et ils nous ont emmenés dans une ferme à Volador », dans le département d'Antioquia, raconte Elkin Casarrubia, qui ajoute que les hélicoptères de l'armée les ont emmenés directement dans une ferme des paramilitaires.

« Il y a eu plusieurs voyages et plusieurs hélicoptères. Environ trois hélicoptères. Ils nous ont emmenés dans cette ferme, qui appartenait aux paramilitaires des Autodéfenses. Quand nous sommes arrivés là-bas, la personne qui gérait la ferme, la nourriture, toute la

logistique, notre hébergement était [Manuel Salvador Ospina Cifuentes, alias Móvil Cinco](#) ; il appartenait aux Autodéfenses, nous ne le connaissons pas (...) des gens du gouvernement sont arrivés, le maire de [Tierralta](#) est arrivé, le gouverneur de Córdoba », ajoute-t-il à propos de l'opération de démobilisation à laquelle des fonctionnaires, paramilitaires et militaires participèrent. De là, Elkin Casarrubia a été emmené, avec les deux autres commandants du Front Bernardo Franco de l'EPL, directement chez [Carlos Castaño](#), qui se trouvait à la Ferme *Las Tangas*.

« Carlos Castaño nous a dit qu'il nous soutenait et que nous devions rester avec lui (...) Qu'allions-nous faire ? Nous ne pouvons pas lui dire non, nous venions pour intégrer les Autodéfenses (...) De là, ils sont venus nous chercher à [Las Tangas](#) [l'hacienda où [Fidel Castaño](#) a organisé les premiers groupes paramilitaires de Córdoba et d'Urabá], nous nous sommes rendus, des gens du gouvernement et du bureau du procureur général sont arrivés, ils ont pris nos coordonnées et nos empreintes (...) Nous avons laissé nos fusils là-bas et nous avons signé ce que nous devons signer et ce monsieur Móvil Cinco nous a fait sortir (...) Dans l'après-midi, des camions à benne sont arrivés, ils nous ont récupérés (...) nous sommes partis de là en passant par Valence jusqu'à San Pedro, à la ferme La 35 et à la ferme La 10 à El Tomate. (...) nous sommes arrivés et avons reçu les fusils que nous avions dans la guérilla. Le premier fusil que j'ai porté dans les Autodéfenses était le même AK que j'avais porté dans la guérilla ».

Un autre témoignage donné à la JEP sur cette fausse démobilisation a été fourni par Ever [Velosa](#), alias HH, qui était commandant du [Bloc Calima des Autodéfenses](#) et qui dit avoir été celui qui a organisé la véritable remise des guérilleros aux paramilitaires. « Tous les guérilleros qui se sont démobilisés ont immédiatement rejoint nos rangs », déclare Ever Velosa, alias HH, et il explique comment s'est fait le contact initial qui s'est terminé par la remise des armes de 65 guérilleros des FARC et de l'EPL.

« Nous les avons fait sortir par la [région du Chocó](#). J'ai rassemblé toutes les armes, je les ai mises dans les hélicoptères et j'ai fait sortir les commandants pour les emmener à Las Tangas (...) Nous avons atterri à Las Tangas. Carlos Castaño, [Vicente Castaño](#) et Poncho Berrío étaient là (...) Ce jour-là, nous avons parlé à Giovanni et il nous a dit qu'il était dans la région depuis longtemps. Ce jour-là, nous avons parlé à Giovanni et l'avons convaincu d'appeler Otoniel, Gonzalo (...) qu'on leur achèterait les armes (...) toute cette démobilisation a été organisée par les Autodéfenses, puis Carlos Castaño a organisé la démobilisation avec l'État, avec [Horacio Serpa](#), « , a-t-il déclaré.

Horacio Serpa était le ministre de l'Intérieur (1994 -1997) du gouvernement et a assisté à la démobilisation.

Ever Velosa, alias HH, de poursuivre :

« Lors de la troisième démobilisation, il y a eu une médiation et un soutien de l'armée (...) Toutes ces personnes ont reçu un paiement mensuel et des terres que les Autodéfenses elles-mêmes ont vendues au gouvernement. L'idée était de les démobiliser avec l'État afin de faire un show médiatique, et de mettre en avant le travail de l'armée dans la région, car cela profitait aux forces de sécurité mais pas aux Autodéfenses. Cette démobilisation a été présentée

comme si elle avait été préparée et gérée par l'armée. Horacio Serpa est descendu plusieurs fois pour parler à Carlos Castaño de cette démobilisation ».

Lors de l'audience, on a demandé à Ever Velosa, alias HH, pourquoi il parle d'une démobilisation réelle et d'une démobilisation fictive, ce à quoi l'ex-paramilitaire a répondu :

« Pour moi, la vraie démobilisation est celle où les membres de l'EPL se sont rendus aux Autodéfenses avec leurs armes et tout ce qu'ils avaient, avec tout le personnel, leur ligne de commandement, les politiciens, les miliciens, les patrouilleurs. Ils nous ont livré complètement leurs Fronts. Il s'agissait d'une véritable démobilisation. Ils faisaient déjà partie des Autodéfenses depuis de nombreux mois lorsque cette démobilisation a été organisée avec le gouvernement, l'armée et Horacio Serpa. Cela a été organisé par Carlos Castaño avec Horacio Serpa, pour moi c'est une pantomime ».

## L'expansion des AUC et l'extermination de l'UP

Cette démobilisation, qui a eu lieu entre mai et juin 1996, a marqué un tournant dans l'expansion du paramilitarisme. Plusieurs de ceux qui avaient opéré dans la guérilla ont constitué un changement dans le commandement de niveau intermédiaire des AUC, et les combattants, avec plus de dix ans d'expérience dans la guerre, ont apporté leur expérience militaire. Ces hommes ont ensuite été envoyés dans les départements du Meta, du Cauca, du Valle ou du Catatumbo pour ouvrir la voie à la consolidation par les AUC de la puissante armée paramilitaire qui, en 2005, a démobilisé plus de 35 000 hommes et femmes.

Ever Velosa, alias HH, affirme que de nombreux hommes de l'EPL qui ont rejoint les AUC ont formé une sorte de force d'élite, capable de combattre les FARC avec des tactiques de guérilla ; ils ont donc été envoyés dans des zones telles que Mapiripán ou Caño Jabón, dans le Meta.

« Presque tous mes commandants étaient avec des gens de l'EPL. Il y avait El Cura, Giovanni, Clavijo. (...) En raison de leur capacité militaire et de leur connaissance de la stratégie de combat en zone rurale (...) Les [EPL] nous ont beaucoup apporté sur le plan militaire et ils ont beaucoup rénové le commandement ; presque tous ont fini par être des commandants de front ou de bloc. Casarrubia était commandant de Calima, Otoniel commandant à Casanare, Sarley était aussi notre commandant. Le noir Ricardo formait avec moi un groupe spécial que les frères Castaño avaient (...) pour briser des zones et réaliser des opérations spéciales d'homicide ou d'enlèvement », a expliqué Ever Velosa.

Le récit d'Ever Velosa, alias HH, soutient que l'EPL a également servi de source de renseignements, car l'organisation ayant parfois fait alliance avec les FARC, a fourni des informations sur les zones stratégiques, les techniques opérationnelles et a signalé un

certain nombre de personnes qui soit servaient les guérillas comme réseaux de soutien, soit étaient des militant.e.s de gauche affiliés à l'UP ou des syndicalistes. À cet égard, Ever Velosa, alias HH, affirme que l'ordre qu'il avait reçu des frères Castaño était d'éliminer tout le monde dans l'UP et les syndicats.

« Le principal objectif du groupe lorsque je suis arrivé dans la région d'Urabá était la branche syndicale, pour contrôler les syndicats et empêcher les arrêts de travail. Je suis allé de ferme en ferme, j'ai rassemblé les travailleurs dans les fermes et je leur ai dit : « à partir d'aujourd'hui, les grèves sont interdites, quiconque fait grève est mort », et si quelqu'un levait la main et s'opposait, nous le tuions ».

Concernant le génocide de l'UP, Ever Velosa, alias HH, s'est excusé et a déclaré que les paramilitaires ont été convaincus à tort que ces militants appartenaient aux FARC.

« L'UP a toujours été considérée comme un ennemi direct des nôtres, comme une aile des FARC. Nous savons aujourd'hui que ce n'était pas le cas (...) Nous avons subi un lavage de cerveau. Ils nous ont inculqué que c'était l'ennemi, qu'il allait détruire l'économie, les entreprises et le développement du pays, et c'est pourquoi nous devons les achever. C'est pourquoi les gens de l'UP équivalaient aux guérilleros des FARC. »

## En collaboration avec les commandants de l'armée colombienne

Les témoignages recueillis par la JEP révèlent d'innombrables détails liant les hauts commandants militaires de l'époque aux paramilitaires de Córdoba et d'Urabá. L'un de ces témoignages est celui du Major Juan Carlos Rodríguez, alias Zeus. Un officier militaire qui faisait organiquement partie des Autodéfenses en tant qu'agent double. Dans une déclaration à la JEP, Zeus met directement en cause le général Iván Ramírez. « L'une des personnes les plus importantes qui ont eu à faire avec le lien entre les Autodéfenses et les forces de sécurité est le général [Iván Ramírez Quintero](#), commandant de la première division à Santa Marta (...) cet homme a été l'un des architectes qui ont tiré les ficelles du renseignement militaire et qui ont mis en place les accords ou les alliances avec les Autodéfenses au niveau national pour soutenir le plan d'expansion stratégique de tous les blocs des AUC », a déclaré le Major Rodríguez, aujourd'hui condamné pour paramilitarisme et trafic de drogue.

Zeus ajoute à propos de Ramírez Quintero :

« C'était une personne qui avait beaucoup de pouvoir au sein de l'armée, il faisait des transferts, il donnait des congés et aussi, j'ose le dire, il utilisait la main de la justice pour tuer les personnes qui étaient contre sa politique.

Plusieurs membres de l'armée ont été tués dans des circonstances très suspectes, comme les capitaines Otero et Padilla, qui travaillaient tous deux dans les services de renseignement et avaient également des liens avec Autodéfenses. Zeus fait comprendre qu'il a peur de témoigner contre Ramírez car il assure qu'il est toujours actif dans le monde du crime et qu'il a du pouvoir dans l'armée. »

Mais ce n'est pas le seul témoignage qui met en cause Ramírez Quintero ; [Salvatore Mancuso](#), commandant des Autodéfenses, a également parlé de lui. En 2009, Mancuso a déclaré :

« Le général Iván Ramírez a rencontré le commandant Carlos Castaño pour parler de la consolidation des territoires par les Autodéfenses, dans la création des structures du [Bloc du Nord des AUC](#) que nous étions en train de créer et les actions des Autodéfenses dans l'Urabá ; rappelez-vous que le paramilitarisme d'État n'était pas une force politique qui agissait indépendamment des forces de sécurité, mais que nous avons un soutien institutionnel par action ou par omission. Sans cela, nous n'aurions pas été en mesure de nous développer comme nous l'avons fait ».

Dans la continuité des propos de Mancuso, plusieurs paramilitaires ont parlé de Rito Alejo del Río. C'est le cas d'Ever Velosa, alias HH, qui affirme avoir rencontré directement le commandant de la 17ème Brigade de l'époque. L'ancien gouverneur de Córdoba et ancien président du Fonds d'élevage de Córdoba, [Benito Osorio Villadiego](#), condamné pour paramilitarisme, a également témoigné sur le même sujet. Interrogé par un magistrat de la JEP sur les membres des forces de sécurité impliqués dans les AUC, il a répondu :

« Le général [Martín Orlando Carreño Sandoval](#) ; le général Iván Ramírez ; le commandant de la police, le colonel Raúl Suárez Gutiérrez et Rito Alejo del Río, commandant de la 17e brigade. Je mentionne donc ici quatre personnes qui ont connu et ont participé à la formation des Autodéfenses », a déclaré Osorio Villadiego.

Le dossier de l'extermination de l'Union Patriotique est truffé de ce type d'accusations, car pour les protagonistes du paramilitarisme, il est impossible de séparer leurs crimes de la complicité dont ils ont bénéficié de la part des hauts commandants militaires et policiers, ainsi que des élites économiques et politiques régionales et nationales. Une réalité qui semble aujourd'hui incontestable dans l'histoire du conflit armé colombien. Il existe tant d'éléments et de témoignages sur cette alliance criminelle que le manteau d'impunité qui couvre les responsables depuis plusieurs décennies semble s'amenuiser face au travail de la JEP.

\*

Illustration : [Comisión Intereclesial de Justicia y Paz](#).

références

↑**1** L'EPL a été fondée en 1967 par le Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), PCC (ml), une scission maoïste du Parti Communiste Colombien.